

**CENTRE DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE GUYANE  
SIEGE SOCIAL : 12 RUE DU 14 JUILLET BP 691 97300 CAYENNE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

**Mirlande SENAT-Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris  
Siège social : 55, rue Etienne Marcel 93100 MONTREUIL - Email : [m.senat@cabinetsenat.com](mailto:m.senat@cabinetsenat.com)  
Tél : +33 6 15 51 66 24 - SIRET : 841 948 409 00013**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2023**

Aux membres de l'association,

**Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par le Comité de direction, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association « Centre de Ressources Politique de la Ville Guyane » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification spécifiques**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente de l'association.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

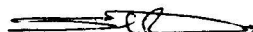
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montreuil, le 30 août 2024

**Madame Mirlande SENAT**



Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)			
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	17 942	17 942				
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	84 213	66 918	17 296	0,86	16 096	0,62
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres	7 329		7 329	0,36	7 329	0,28
<b>TOTAL (I)</b>	<b>109 484</b>	<b>84 860</b>	<b>24 625</b>	<b>1,22</b>	<b>23 425</b>	<b>0,91</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes	3 358		3 358	0,17		
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés					15 000	0,58
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	834 256		834 256	41,38	1 234 929	47,82
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	1 152 384		1 152 384	57,16	1 308 347	50,66
Charges constatées d'avance	1 426		1 426	0,07	905	0,04
<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 991 424</b>		<b>1 991 424</b>	<b>98,78</b>	<b>2 559 180</b>	<b>99,09</b>
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>2 100 908</b>	<b>84 860</b>	<b>2 016 048</b>	<b>100,00</b>	<b>2 582 605</b>	<b>100,00</b>

Centre de Ressources Politique de la Ville Guyane  
**BILAN PASSIF**

page 2

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 31/07/2024

PASSIF		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
<b>FONDS PROPRES</b>					
Fonds propres sans droit de reprise					
. Fonds propres statutaires					
. Fonds propres complémentaires					
Fonds propres avec droit de reprise					
. Fonds statutaires					
. Fonds propres complémentaires					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
. Réserves statutaires ou contractuelles					
. Réserves pour projet de l'entité					
. Autres					
Report à nouveau		813 837	40,37	823 268	31,88
Excédent ou déficit de l'exercice		21 742	1,08	-9 431	-0,36
Situation nette (sous total)		835 579	41,45	813 837	31,51
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL (I)</b>		<b>835 579</b>	41,45	<b>813 837</b>	31,51
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>					
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
Fonds dédiés		691 871	34,32	771 200	29,86
<b>TOTAL (II)</b>		<b>691 871</b>	34,32	<b>771 200</b>	29,86
<b>PROVISIONS</b>					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges					
<b>TOTAL (III)</b>					
<b>DETTES</b>					
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit					
Emprunts et dettes financières diverses					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		28 579	1,42	31 315	1,21
Dettes des legs ou donations					
Dettes fiscales et sociales		165 901	8,23	153 842	5,96
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes		1 134	0,06	751	0,03
Instruments de trésorerie					
Produits constatés d'avance		292 985	14,53	811 660	31,43
<b>TOTAL (IV)</b>		<b>488 599</b>	24,24	<b>997 568</b>	38,63
Ecarts de conversion passif (V)					
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>		<b>2 016 048</b>	100,00	<b>2 582 605</b>	100,00
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>					

**COMPTE DE RÉSULTAT**

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 31/07/2024

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation	%		
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION:</b>									
Cotisations									
Ventes de biens et services									
- Ventes de biens									
- dont ventes de dons en nature									
- Ventes de prestations de services				51 836		-51 836		-100,00	
- dont parrainages									
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation		1 129 510		1 140 896		-11 386		-0,99	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible									
- Ressources liées à la générosité du public									
- Dons manuels									
- Mécénats									
- Legs, donations et assurances-vie									
- Contributions financières									
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		16 572		28 817		-12 245		-42,48	
Utilisations des fonds dédiés		771 200		470 443		300 757		63,93	
Autres produits		1 682		2 811		-1 129		-40,15	
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>		<b>1 918 964</b>		<b>1 694 804</b>		<b>224 160</b>		13,23	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION:</b>									
Achats de marchandises									
Variations stocks									
Autres achats et charges externes		209 762		190 322		19 440		10,21	
Aides financières									
Impôts, taxes et versements assimilés		700		1 800		-1 100		-61,10	
Salaires et traitements		600 424		514 401		86 023		16,72	
Charges sociales		217 557		187 985		29 572		15,73	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		12 793		14 872		-2 079		-13,97	
Dotations aux provisions									
Reports en fonds dédiés		691 871		771 200		-79 329		-10,28	
Autres charges		441		14 251		-13 810		-96,90	
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>		<b>1 733 549</b>		<b>1 694 830</b>		<b>38 719</b>			
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>		<b>185 416</b>		<b>-27</b>		<b>185 443</b>		N/S	
<b>PRODUITS FINANCIERS:</b>									
De participations									
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés									
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
<b>Total des produits financiers (III)</b>									
<b>CHARGES FINANCIERES:</b>									
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions									
Intérêts et charges assimilées		102		169		-67		-39,63	
Différences négatives de change									
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements									
<b>Total des charges financières (IV)</b>		<b>102</b>		<b>169</b>		<b>-67</b>		-39,63	
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>		<b>-102</b>		<b>-169</b>		<b>67</b>		39,64	

Centre de Ressources Politique de la Ville Guyane  
**COMPTE DE RÉSULTAT**

page 4

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 31/07/2024

COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
------------------------------	---	---	-----------------------------------	---

<b>RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>185 314</b>	<b>-195</b>	<b>185 509</b>	N/S
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS:</b>				
Sur opérations de gestion		6 866	-6 866	-100,00
Sur opérations en capital	300		300	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges				
<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>	<b>300</b>	<b>6 866</b>	<b>-6 566</b>	-95,62
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES:</b>				
Sur opérations de gestion	163 871	16 102	147 769	917,71
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>	<b>163 871</b>	<b>16 102</b>	<b>147 769</b>	917,71
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-163 571</b>	<b>-9 236</b>	<b>-154 335</b>	N/S
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	1 919 264	1 701 670	217 594	12,79
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 897 522	1 711 101	186 421	10,89
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>21 742</b>	<b>-9 431</b>	<b>31 173</b>	330,54

<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>					
<b>PRODUITS :</b>					
Dons en nature					
Prestations en nature					
Bénévolat					
<b>TOTAL</b>					
<b>CHARGES :</b>					
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens et services					
Prestations					
Personnel bénévole					
<b>TOTAL</b>					

## Préambule

L'association CRPVG, a pour objet : Promouvoir, accompagner et qualifier l'action des acteurs du développement sur le territoire de la Guyane.

Implantés dans la plupart des régions de France et DOM-TOM, les centres de ressource politique de la ville assurent un rôle d'accompagnement, de qualification et d'animation de la réflexion collective auprès des acteurs et professionnels, et constituent un appui précieux à la mise en œuvre des politiques conduites par les pouvoirs publics.

Les moyens mis en œuvre relèvent de la constitution d'une équipe de professionnels du développement social et urbain, des sciences sociales, de l'intervention sociale et de l'urbanisme. Des moyens comptables, financiers et administratifs complètent et soutiennent l'équipe métier.

Ces moyens humains sont répartis par pôle :

- Pôle ingénierie sociale et formation
- Pôle Jeunesse et participation
- Pôle Politique de la Ville
- Pôle Observation et études
- Pôle administratif et financier

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 016 048,28 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 21 742,39 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 31/07/2024 par les dirigeants.

## 1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

## **2 - Principes, règles et méthodes comptables**

### **2.1 - Méthode générale**

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

## 2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

### 2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### 2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

#### 2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

## 2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

### 2.2.3 - Indemnités de fin de carrière :

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.



### 3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

#### 3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	17 942			17 942
Immobilisations corporelles	90 200	13 993	19 980	84 213
Immobilisations financières	7 329			7 329
<b>TOTAL</b>	<b>115 471</b>	<b>13 993</b>	<b>19 980</b>	<b>109 484</b>

#### 3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	17 942			17 942
<b>TOTAL I</b>	<b>17 942</b>			<b>17 942</b>
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	5 370			5 370
Matériel de transport	14 270		14 270	
Matériel de bureau et informatique	54 465	12 793	5 710	61 548
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL II</b>	<b>74 105</b>	<b>12 793</b>	<b>19 980</b>	<b>66 918</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>92 046</b>	<b>12 793</b>	<b>19 980</b>	<b>84 860</b>

#### 3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	7 329		7 329
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers			
Autres créances	834 256	834 256	
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>1 426</b>	<b>1 426</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>843 011</b>	<b>835 682</b>	<b>7 329</b>

**3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)**

**3.4 - Etat des produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	749 764
Autres produits à recevoir	2 624
<b>TOTAL</b>	<b>752 387</b>

#### 4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

##### 4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	823 268	-9 431		9 431	813 837
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-9 431	21 742	31 173		21 742
Dont générosité du public					
Situation nette	813 837	12 311	31 173	9 431	835 579
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	813 837	12 311	31 173	9 431	835 579
TOTAL dont générosité du public					

#### 4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

##### 4.2 - Fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Au vu du nombre de subventions reçus, il nous est pas possible de pouvoir détaillé sur l'annexe l'ensemble des fonds dédiés pour l'exercice 2023.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	771 200		771 200			691 871	
<b>TOTAL</b>	<b>771 200</b>		<b>771 200</b>			<b>691 871</b>	

##### 4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	28 579	28 579		
Dettes fiscales & sociales	165 901	165 901		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	1 134	1 134		
Produits constatés d'avance	292 985	292 985		
<b>TOTAL</b>	<b>488 599</b>	<b>488 599</b>		

**4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)**

**4.4 - Charges à payer par poste de bilan**

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	4 000
Dettes fiscales & sociales	53 046
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>57 046</b>

**5 - Notes sur le compte de résultat**

**5.1 - Subventions d'exploitation**

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
ANCT	PLITIQUE VILLE	125 000	125 000			
CTG	PV - ML - DJ	522 723	155 541	433 122		
CACL	PV - ML	63 918	29 459	109 259		
ARS	SANTE	170 000	170 000			
BDT	URBAIN	30 000		30 000		
DGOM	SION JEUNESS	15 000	15 000			
CAF	TIONS SOCIAL	83 597	28 000	55 597		
FIPD	SECURITE PD	15 600		15 600		
COMMUNES	PV	21 356	14 240	7 116		
SLM	SECURITE	82 316	30 107	52 210		
TOTAL		1 129 510	567 347	702 904		

Eléments significatifs ou importants

## 6 - Autres informations

### 6.1 - Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 2509,00 E.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 67 ans
- le taux moyen des charges sociales : 40%

### 6.2 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	10	
Non Cadres	7	
TOTAL	17	0

### 6.3 - Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 5000 euros.